

Société pour la conservation des monuments historiques d'Alsace

LETTRE D'INFORMATION N° 54 – NOVEMBRE 2018

LE MOT DU PRÉSIDENT

Bien chers amis,

Notre Société ne devrait s'occuper que de monuments, fouilles ou objets d'art. Mais depuis notre dernière *Lettre d'informations*, l'événement qui m'a paru être le plus important est la démission de Nicolas Hulot du ministère de l'Écologie. D'abord, parce que dans le domaine du patrimoine, nous ne pouvons pas être insensibles au volet paysager, qui pour l'essentiel est aussi une construction de l'homme. Mais surtout, il est parti sur un constat d'échec, celui de l'incapacité de nos gouvernements à travailler sur le long terme et ici plus précisément à comprendre où sont les priorités. La démarche productiviste qu'il a dénoncée emporte tout sur son passage et menace à terme la survie de la planète. Le France n'est pas seule en cause, on le sait bien, mais sa voix porte loin et le départ de Nicolas Hulot est un échec pour tous.

Pour bien comprendre ce qui est en cause, il nous suffit d'évoquer une autre grande affaire du moment, cette fois plus régionale, en l'occurrence le démarrage des travaux du contournement ouest de Strasbourg (COS, auparavant GCO). Toutes les études, y compris des promoteurs du projet lui-même, nous disent que la circulation autour de Strasbourg ne sera déviée que de quelques 15 % au mieux. Et tout le monde sait aussi que la congestion automobile autour de Strasbourg est liée aux mouvements pendulaires des habitants d'ici et beaucoup moins aux camions de passage. On nous promet ensuite un boulevard urbain, au format HQE (haute qualité environnementale), mais dont nous aurions aimé voir les contours avant d'engager le massacre des terres agricoles fertiles. Si l'acte I post COS destiné à faire diminuer le nombre de voitures est le projet annoncé d'un nouveau grand parking souterrain dans le centre-ville, on aura tout gagné : les camions en transit sur la nouvelle route et les voitures des autochtones empilées sous la *Neustadt*...

Bref, même si le COS a été approuvé par notre ministre démissionnaire, nous sommes bien là dans la spirale infernale dénoncée, qui consiste à répondre ponctuellement à un problème général. À qui profite le crime ? Aux investisseurs dont les dividendes augmentent de

façon disproportionnelle aux besoins réels de citoyens qui n'en peuvent mais.

Et notre patrimoine à nous dans tout ça ? Il nous semble être happé par le même monde de l'argent-roi. Déjà, on avait observé ces dernières années le nombre croissant de projets d'hôtels de luxe dans les châteaux et grandes demeures urbaines en déshérence. Mais c'est le loto du patrimoine qui nous paraît être un indice fort du découplage en cours entre un petit monde des affaires et une majorité sans voix. Même si ici et là on a entendu que cette forme de financement de la restauration d'un patrimoine commun était en opposition avec les principes de notre démocratie qui voyait dans l'impôt la seule ressource juste pour un investissement dans l'intérêt de la collectivité, c'est avant tout dans le détail des modalités du loto que se cache le diable de notre expropriation collective. On a appris en effet, par la bouche même de l'inventeur de ce loto, que l'écrasante proportion des recettes (85 %) allait dans les caisses de la Française des Jeux, comme pour tous les autres jeux d'argent, ne laissant que des miettes pour ceux qui devaient les employer pour la conservation de nos monuments. Or si l'idée de départ avait du sens, soit permettre à des gens de donner une obole en direct pour la préservation et l'entretien de monuments dont on voit bien qu'ils souffrent du fait de l'ampleur même des investissements nécessaires, à l'arrivée, ceux qu'on pourrait appeler les petits porteurs, comme avant les crises du début du XX^e siècle, se sentent légitimement lésés. La publicité faite autour du projet, tant pour les propriétaires ou ayants-droits de monuments, qui entrevoyaient une bouffée d'oxygène, que pour les contributeurs est de fait mensongère.

Au total, mises bout à bout, ces diverses considérations tournent toutes autour du même constat, celui de la difficulté croissante de promouvoir l'intérêt collectif. Et celui-ci, à notre sens, passe aussi par la conservation du legs en ressources naturelles et anthropiques : notre passé est un investissement, mais ce capital s'épuise.

Jean-Jacques SCHWIEN

MENACES SUR LES VESTIGES DU CHÂTEAU DE SIERENTZ

par Marc GRODWOHL

Le château des Waldner de Freundstein était situé au centre de Sierentz. Au milieu du XVIII^e siècle, il fut fortement restructuré pour s'adapter aux projets industriels des Waldner : manufacture de coton et d'indiennage, faïencerie, pépinière, etc. À ce moment, l'ancien logis seigneurial fut délaissé et les Waldner transférèrent leur résidence dans une dépendance, peut-être un important grenier à céréales de 26,50 m de long sur 8,50 m de large, à deux étages partiellement sur cave. Ce bâtiment a été relevé et étudié par Marc Grodwohl et daté par dendrochronologie de 1585.

Avec une autre cave voûtée, il est le seul vestige d'un ensemble seigneurial qui tient par ailleurs une place importante dans l'histoire industrielle de cette région. À ce titre, la municipalité de Sierentz l'a, en son temps, jugé digne d'être protégé dans le cadre du PLU (Plan local d'urbanisme).

Or, un projet immobilier d'envergure est prévu sur le terrain d'assiette de ce bâtiment et des bâtiments environnants. Sa réalisation nécessiterait la démolition du bâtiment historique ; celle-ci ne peut intervenir qu'au terme d'une procédure de révision du PLU autorisant le « déclassement ». Cette procédure a donné lieu à une enquête d'utilité publique, close le 3 août 2018.



Vue du pignon est et de la façade sud (photo : M. Grodwohl).

Le dossier présenté par la Ville de Sierentz présente de nombreuses lacunes signalées au commissaire-enquêteur. Par exemple, rien ne dit comment un bâtiment classé par la commune voici quelques années se transforme, pour les besoins de la cause, en une « façade [qui n'est] finalement qu'un pastiche sans valeur historique ». « La vétusté », « l'état sanitaire médiocre », « le risque pour les usagers de la

voie publique » sont invoqués sans expertise à l'appui. De nombreux habitants de Sierentz et environs et des associations ont fait part de leurs arguments au commissaire enquêteur, qui a également pris acte d'une pétition.

Le dossier est emblématique de la pression foncière exacerbée dans cette région frontalière. La création de nouveaux logements est évidemment un besoin légitime de la population. Dans le cas présent, la démolition n'est pas impérativement nécessaire pour la réussite d'un projet de densification de l'habitat. Au contraire et dans le cadre d'un projet urbain visant au bien-être des habitants, le bâtiment ancien aurait pu être un élément clef d'un nouveau centre-ville, dans une commune qui a par ailleurs à son actif l'une ou l'autre belle réalisation patrimoniale. Au-delà de l'intérêt ponctuel du monument, de l'anomalie d'une procédure de « déclassement » initiée par la même autorité que celle à l'origine de la protection, cette affaire montre l'extrême difficulté à construire une vision partagée d'un modèle de développement de nos centres anciens, de ces villages aujourd'hui noyés dans la ville.



Vue de la façade sud du bâtiment en 1913 (document : P.-B. Munch).

Dernière minute : les journaux de la région viennent de faire état de la décision prise en conseil municipal du 19 septembre 2018 de se rendre aux conclusions du commissaire-enquêteur. Ce dernier avait rendu un avis défavorable à la révision du PLU. Le bâtiment reste donc protégé par le document d'urbanisme. Le destin de l'édifice, qui n'appartient pas à la commune, est à présent tributaire de l'initiative privée. Notre Société, qui au cours de l'été avait soutenu les diverses prises de position des opposants à cette démolition et écrit dans ce sens au commissaire-enquêteur, restera bien entendu vigilante quant aux suites données.

ENTRETIENS DU PATRIMOINE D'ALSACE

La *Lettre d'information* de la SCMHA poursuit ici la publication des « Entretiens du patrimoine d'Alsace ». Cette rubrique vise à faire connaître les acteurs du patrimoine œuvrant dans la région, qu'ils soient professionnels ou bénévoles impliqués dans des associations, qu'ils soient en charge de la gestion ou de la protection du patrimoine, chercheurs (historiens, historiens de l'art, archéologues, etc.), architectes, artisans, restaurateurs, etc. L'important est qu'ils soient passionnés et que leur action soit remarquable.

Marc GRODWOHL

Propos recueillis par Jean-Jacques SCHWIEN



Photographie : Frédéric Godard

Marc Grodwohl (66 ans) est avant tout connu comme le fondateur de l'Écomusée d'Alsace. Mais derrière le musée, il y a l'homme, à la fois secret et transparent. De lui-même, on ne saura pas grand chose. Mais de sa dynamique, on cerne tout. Le parcours qu'il nous retrace montre que le musée est né d'une utopie, celle de préserver le lien social au travers des lieux et des terroirs qui ont façonné notre culture. Le musée lui-même, que j'ai connu de l'intérieur pour y avoir travaillé quelques années, a été une sorte d'arche de Noé où il a accumulé hommes et animaux, savoirs et savoirs-faire, objets du passé et idées en devenir, communiquant à tous sa passion et se nourrissant de celle des autres. Cette arche a eu comme parrains Jack Lang puis François Mitterrand, venus en couper les amarres un beau jour d'été. Marc Grodwohl aurait pu surfer sur cette notoriété, développer une ambition politique ou devenir inspecteur du patrimoine... Se reposer, en somme. Mais il a continué à ramer, au sens propre et au sens figuré, pour recueillir et transmettre l'humanité positive inscrite dans la matière grise et tangible que nos anciens ont produit et dont nos enfants auront besoin.

Cette dynamique est toujours à l'œuvre tandis qu'il est désormais retiré de la vie professionnelle. Il faut l'avoir vu à Lutter, Obemorschwiller ou Soultzmatt, au milieu des gens qui adorent travailler avec lui parce qu'il leur fait comprendre qu'ils sont porteurs d'un savoir, tous, quels qu'ils soient. Quelque part, évidemment, il a rencontré des gens moins réceptifs, voire carrément hostiles, sinon il n'aurait pas quitté l'Écomusée de cette façon. C'est que, sans doute, le regard sur nous-mêmes porté par sa vision peut heurter. Une anecdote, qu'il m'a rapportée un jour. Pour une analyse sur le terrain qu'il voulait faire avec des étudiants en ethnologie, il a voulu enquêter sur un lotissement dans un village. Le Maire, contacté, le lui a refusé au motif « que son village n'était pas un zoo ». Une démarche à l'opposé de son lointain confrère de Gommersdorf (voir infra).

De l'arche de Noé au carnaval des animaux, le lien tissé par Marc Grodwohl, c'est l'humanisme. Et l'image qui le résume le mieux, c'est le carrousel, l'un de ses objets-fétiches qui, dans un tourbillon mécanique et musical, entraîne tout le monde, sauf les aigris. Pour ceux qui le souhaitent, le site internet de Marc Grodwohl (<http://www.marc-grodwohl.com>) apporte d'innombrables compléments sur ses activités, ses centres d'intérêt et, bien entendu, les résultats de ses recherches.

Quels ont été vos premiers pas dans le domaine du patrimoine ?

J'ai commencé très jeune. Je suis né à Mulhouse et ai eu comme enseignant Paul Stintzi (1898-1988), l'historien du Sundgau. À l'âge de 10 ans, du fait de mon intérêt pour l'archéologie, il m'a mis en contact avec Charles-Laurent Salch, l'initiateur de « l'Opération Taupe », devenue plus tard le Centre d'Archéologie Médiévale de Strasbourg. J'ai dès lors pu participer pendant de nombreuses années aux fouilles des châteaux d'Eguisheim, d'Ottrott, d'Ortenbourg, etc.

Mais c'est dans le Sundgau qu'ont commencé les aventures les plus passionnantes. En 1971, avec un groupe d'amis écologistes, désireux comme moi de gérer ensemble la préservation de la flore, de la faune et du patrimoine

architectural, nous avons jeté notre dévolu sur le village de Gommersdorf, alors en partie en ruines, du fait de la révolution agricole des années 1950/1960 : l'idée était de restaurer les maisons vacantes pour démontrer l'intérêt de réhabiliter ce patrimoine à cette époque unanimement condamné. Grâce au maire qui a adhéré à notre utopie juvénile, nous avons pu passer un « deal » avec quatre familles propriétaires de maisons inoccupées : ces maisons nous étaient cédées gratuitement pour une durée de quinze ans, nous permettant de les restaurer avant de les remettre aux ayants-droits. L'organisation matérielle des chantiers s'est faite dans un premier temps dans le cadre de la section locale des « Maisons Paysannes de France » dont j'étais responsable, puis avec le « Mouvement chrétien pour la Paix », permettant de faire intervenir jusqu'à 250 jeunes

bénévoles par été, fonctionnant sur les quatre sites simultanément. L'ambiance était exceptionnelle, car deux populations, une jeunesse urbaine qui ne faisait que passer et une société locale d'agriculteurs ont œuvré ensemble pour engager le changement. Dans le village, même les familles qui restaient opposées au projet invitaient régulièrement à déjeuner un à deux jeunes chaque dimanche. Quant à moi, je vivais dans l'une des maisons, au départ sans eau courante ni chauffage.



Sur le chantier de l'écomusée en 1981 : la préparation au sol de la charpente du pigeonnier d'Oberhergheim.

La difficulté majeure a été de financer les restaurations. Comme, à l'époque, on ne pouvait compter sur des subsides publics, nous avons dû innover, en développant deux types d'actions. Une première s'apparente à ce qu'on appelle aujourd'hui le tourisme culturel : pose de panneaux touristiques sur le bord des routes, de sorte à attirer des visiteurs dans le village ; vente de publications, organisation de visites guidées et d'expositions pour recouvrer l'argent nécessaire à l'achat des matériaux. La seconde piste a été la création d'un gîte rural accompagné de la transformation d'une ruine en auberge ; cette dernière, la « maison du Tisserand », a fonctionné jusqu'en 2016. Nous avons bénéficié du soutien de la presse locale, qui consacra de

nombreux articles expliquant le projet ou dévoilant les réalisations.

Ce projet a d'ailleurs été rapidement « exporté » dans les villages alentours. Sous l'égide d'une nouvelle association, « Maisons Paysannes d'Alsace », fondée en 1973, et le relais de la revue du même nom, nous avons multiplié les expériences, comme la transformation de granges en salles polyvalentes, engagé des chantiers à Koetzingue (2-3 ans de suite) et Obermorschwiller (un échec !). À Lutter, nous avons repris la même initiative qu'à Gommersdorf en aidant les personnes désargentées, alors que nous-mêmes n'avions que nos mobylettes pour nous déplacer d'un chantier à l'autre !

Le bilan ? Sept ans d'activités intenses, avec une formidable osmose entre population et intervenants extérieurs. Le meilleur résumé en est le mot du Maire de Gommersdorf, Joseph Haennig, le jour de l'inauguration de la maison du Tisserand : « je n'ai rien à dire ni même le droit de faire un discours. Mon seul mérite est de vous avoir tolérés ». Quant à moi, mon seul regret est d'avoir produit trop peu de documentation originale à l'époque, comme de bonnes photos avant travaux et l'écriture d'un journal de bord. Il faut se replonger dans les articles de presse ou les numéros de notre revue pour cerner les contours de cette aventure. J'ai moi-même également formalisé les idées naissantes sur le rapport entre histoire et traces archéologiques dans un mémoire de l'École Pratique des Hautes Études à Paris sur les villages disparus du Sundgau, sous la direction de Jean-Marie Pesez, soutenu en 1974 et édité la même année dans la revue des « Maisons Paysannes d'Alsace ».

Comment est né l'Écomusée ?

L'inauguration s'est faite en 1984. Mais l'idée était ancienne, sans doute déjà en filigrane dans nos premiers travaux. Nous avons en effet été confrontés d'emblée à l'impossibilité de tout sauvegarder *in situ*, ce qui a conduit au démontage des maisons à pan-de-bois, selon une pratique intrinsèque à ce type de structure bâtie. Mais qu'en faire ? Les difficultés de les stocker à grande échelle ont malheureusement conduit à la perte de nombreux bois, pourrissant sous les intempéries. Idéalement, le village même de Gommersdorf aurait pu être le lieu de ces remontages ; mais nous voulions éviter de figer le vieux centre qui avait vocation à se revivifier et se transformer, et envisagions plutôt y créer un espace muséal satellite. Toutefois, comme les terrains disponibles y manquaient cruellement, nous nous sommes mis à prospecter ailleurs dans la région, nous rendant jusqu'à Ribeauvillé, dans le Ried de Sélestat ou même à Sainte-Marie-aux-Mines. Et à la veille d'abandonner, en 1979, un article de presse nous a sauvé la mise : sur deux pages, le Maire d'Ungersheim lançait un appel au peuple pour revitaliser ses 200 hectares en friche sur le domaine des anciennes mines de potasse,

avec comme objectif un parc de loisirs. Un rendez-vous a été pris dans la foulée, débouchant sur une première mise à disposition de 5 ha (à mon départ en 2006, le musée occupait 110 hectares, démembrés depuis).



La réalisation du remplissage en torchis de la maison d'Artolsheim (1561) reconstruite à l'écomusée : Marc Grodwohl aux côtés d'un visiteur fier de participer (fictivement) aux travaux.

Le hasard a aussi voulu que le village d'Ungersheim soit dans la circonscription d'Henri Goetschy, conseiller général du canton de Soultz. Il a eu d'emblée un coup de cœur pour le projet, apportant son soutien financier. Mais nous avons aussi été aidés par les services de l'État, prenant en charge les premiers salariés ou subventionnant les chantiers de jeunes réalisant les remontages et les divers aménagements.

Il a fallu ensuite donner un nom à cette nouvelle structure et, si mes souvenirs sont exacts, le terme d'Écomusée lui-même n'a été attribué que peu de temps avant l'inauguration. En France, à la différence des pays anglo-saxons et germaniques, nous n'avions pas de tradition de musées de plein air ; en revanche, à la même époque se développaient des musées de société, et des musées de site en liaison avec le patrimoine industriel. De ce fait, notre musée de site avec sa mine de potasse, et notre musée de maisons déplacées ont formé une synthèse originale entre deux cultures patrimoniales, et longtemps regardée comme telle.

Qu'est ce qui a été novateur dans cette démarche ?

Le projet initial à dominante ruraliste a évolué, mais nous avons gardé à l'esprit la double démarche fondatrice : collaboration avec les forces vives qui avaient produit ce patrimoine et autonomie financière. Pour le premier aspect, nous avons eu le formidable appui de la population, à nos amis d'origine venant s'adjoindre d'autres enthousiastes, retrouvant une dynamique qui avait concouru en son temps à la naissance des collections et musées des arts et traditions populaires, la dimension de la transmission du savoir technique et de la préservation de l'environnement en plus.

Le volet financier a nécessité des adaptations plus lourdes. Progressivement s'est en effet construite une réflexion visant à séparer ce qui était l'objet propre du musée et les services d'exploitation. L'investissement dans l'objet

patrimonial (coûts de transfert des maisons, salaire des ouvriers chargés de la reconstruction, etc.) se faisait structurellement à fonds perdus, ne générant pas de recettes en soi mais étant mise en œuvre dans le cadre d'un mécénat public ou d'entreprise : la gestion de ces fonds restait aux mains de l'association Maisons Paysannes d'Alsace, avec comme raison sociale l'objectif patrimonial, sans capitaux. À côté de cela a été créée Écoparc (en 1989), une société d'exploitation du musée ayant pour fonction de gagner de l'argent dans les domaines des services, comme l'hôtel-restaurant, la boulangerie, la boutique, la billetterie, etc. Cette société par actions était composée de parties intéressées par le projet, des personnes privées comme l'industriel Jacques-Henry Gros (ancien président de la Chambre de commerce et d'industrie de Mulhouse) tout comme des mutuelles de l'assurance (MACIF) ou de la banque (BP et CMDP). Les profits bénéficiaient à l'association, avec la volonté d'aider à son développement sur le long terme.

Le projet d'ensemble a été initialement très bien vu par le ministère de la Culture, le citant comme modèle de gestion, de participation de la population, y voyant au total une forme nouvelle de muséographie. Il faut dire que le succès a été immédiatement au rendez-vous, avec 350 000 visiteurs par an.

Donc, c'était un musée de maisons qui avait pour but de faire le lien entre l'habitat ancien et l'évolution de nos modes de vie. Mais à côté de cela, nous avons aussi la friche du carreau minier Rodolphe, à la fois à l'origine de notre présence en ce lieu et monstre sacré d'un passé industriel dont on ne savait que faire. Mais en tant que mulhousien, j'étais dans mon élément. Je me suis dit qu'il y avait là aussi une carte à jouer, pour éviter que ce patrimoine, certes récent, ne disparaisse. Le musée a donc racheté le carreau, parcelle par parcelle. Nous y avons mis 18 ans. Les gens se souviennent avant tout, je crois, du train qui permettait de circuler entre le musée rural et le carreau. Mais derrière, il y a eu un grand travail conservatoire, telles la restauration des toitures des zones de stockage du sel ou du chevalement en béton, réalisations fortement aidées financièrement par le ministère de la Culture et bien plus tard par le Conseil général. Mais la part originale est la réalisation de « Clair de mine », un parcours débouchant sur une visite virtuelle d'une mine, laissant *in fine* aux participants l'impression de se trouver dans une galerie à 1 000 m de profondeur ! Ici, c'est la formidable implication des Mines domaniales de potasse d'Alsace (MDPA) elles-mêmes qui a permis cette réalisation, assurant la numérisation des centaines de documents nécessaires à l'animation, la remontée au jour des machines du fond, leur restauration avec les mineurs bénévoles du « Groupe Rodolphe ».

Alors pourquoi être parti ?

Les historiens démêleront peut-être un jour ce qui revient à l'évolution de notre société et à la bêtise humaine. En tant qu'acteur dans le feu de l'action, j'ai noté (au moins) trois points d'achoppement. Le premier, au cours des années 1990, a été le changement d'attitude du ministère de la Culture, la déconcentration de l'ensemble des services de l'État donnant plus de poids, dans notre domaine, aux Directions régionales des affaires culturelles (DRAC) et donc aux enjeux locaux. Dans le même temps s'est fait jour une réaction des tenants d'une muséographie plus conventionnelle, tournée essentiellement vers les grands musées d'art. Les musées d'ethnographie et de société ont été « ringardisés » et les plus emblématiques d'entre eux fermés (le Musée national des arts et traditions populaires) ou démembrés (le Musée de l'Homme). Trop en vue, notre musée a fait partie de la « charrette ». La prise de distance de l'État a laissé le champ libre à certains élus qui, parmi les assemblées locales, n'éprouvaient pas de sympathie particulière pour le musée. Ces difficultés ont surgi au moment auquel, plus que jamais, l'Écomusée avait besoin de ce qu'il n'a jamais obtenu en près de trente ans d'activité : une contractualisation avec les pouvoirs publics de ses missions statutaires telles que définies par la loi, et des moyens correspondants (par exemple la nomination et la prise en charge d'un conservateur, son absence nous étant par ailleurs vertement reprochée...).



Des travaux pratiques d'architecture à ceux d'agriculture : pause pendant les moissons à l'écomusée.

Le second facteur de crise fut le projet de parc d'attractions « Bioscope » [ouvert en 2006, fermé en 2012], initiative de la Région Alsace que des élus voulaient à partir de 2000 adosser à l'Écomusée, pour profiter de cette locomotive et compenser l'absence de financeurs et d'opérateurs privés. L'intention était d'intégrer financièrement à court terme l'Écomusée dans ce parc (ce qui fut fait par la suite avec de piètres résultats). Nous avons défendu avec la dernière énergie l'autonomie et la fonction d'intérêt général de l'Écomusée, et avons perdu.

Enfin, une troisième difficulté, sous-jacente de longue date, a été exacerbée par le conflit : nos visions de la fonction sociale et politique du patrimoine ne concordaient pas avec les standards d'un certain « alsaciennement correct ». Pourtant, le nombre de visiteurs et l'implication des bénévoles faisant foi, nos développements en direction de l'histoire et l'ethnographie industrielle, des loisirs et d'autres pans du patrimoine du XX^e siècle avaient le soutien d'une part importante de la population. Dès mon départ en 2006, suivi du licenciement des forces vives, le musée a été partiellement dépecé, la mine de potasse détachée de l'ensemble et fermée au public (sinon des animations ponctuelles), le carrousel-salon de 1909, monument de l'art forain, vendu à vil prix outre-Rhin, etc.

Et depuis ?

J'ai pu prolonger mon engagement grâce à un projet (encore un !) qui avait démarré alors que j'étais encore au musée. En 2003, j'ai été convié à participer à la création d'un musée de maisons en Iran, inauguré en 2006 : lors d'un séisme en 1991, il s'était avéré que les maisons traditionnelles avaient mieux résisté que les structures contemporaines ; la ténacité de quelques-uns a permis de sauvegarder en un temps record plus d'une centaine de ces bâtisses, les démontages-reconstructions permettant également de recueillir le savoir-faire des anciens. J'y ai retrouvé l'état d'esprit de Gommersdorf, une volonté collective d'ancrer nos devenirs dans ce que le passé nous a légué de positif. C'est un peu ce qui m'anime depuis. Je retrouve le plaisir de la recherche, sur le terrain, au contact et avec plein de gens qui ont envie d'apprendre, de faire, de transmettre. À Dannemarie, à Wolfersdorf, Obermorschwiller, Gueberschwihr, on a fait ou on fait encore des études de bâtiments avec les habitants, pour ensuite les valoriser, certains allant même jusqu'à payer les analyses dendrochronologiques. À Lutter, j'ai pu enfin réaliser une forme de rêve de jeunesse, celle de faire une étude globale d'un terroir, de voir les rapports avec les formes d'habitabilité et en même temps y vivre avec les gens attachés à ce territoire. Quelque chose de similaire se passe dans les collines sous-vosgiennes, où je prospecte et relève dans la forêt les traces fossiles de terroirs anciens en compagnie des gens intéressés par le lieu.

Pour finir : quelle est votre impression globale sur ce parcours, en tant que créateur d'un musée non conforme aux canons de la seule conservation ?

La route n'est pas terminée. Mon impression globale sur l'Écomusée est partagée. Le temps a manqué pour aller au bout des intuitions et des idées premières, doter, avec les collectivités territoriales, le musée d'une structure financière, scientifique et aussi politique au sens large, assez solide pour que l'indispensable relai à une nouvelle génération de dirigeants soit assuré. De ce point de vue, l'impression est celle d'un gâchis qui dépasse largement l'Écomusée, car il a évidemment eu des répercussions sur la façon dont les « gens » perçoivent leur liberté d'action, leur efficacité en matière de reconnaissance et de partage du patrimoine.

À l'opposé, c'est une chance d'avoir pu conduire ce projet, entouré à chaque étape de personnes exceptionnelles, collaborateurs et collaboratrices, bénévoles, administrateurs issus de la « société civile » qui tous furent là au bon moment. Ils ont tout apporté à cette œuvre, mais en ont beaucoup reçu en retour, en rapports humains, en formation, en sens donné à la vie. Pour beaucoup, ce fut une « deuxième chance », un recommencement, une réussite personnelle. Si j'avais un motif de fierté, ce serait celui-là. Le patrimoine n'a pas été une charge improductive, mais a permis de nourrir intellectuellement et aussi matériellement un grand nombre de personnes.

2018 : UNE RESTAURATION D'ENVERGURE POUR LE RETABLE D'ISSENHEIM

par Dominique TOURSEL-HARSTER

En 2011, le musée Unterlinden de Colmar entamait une campagne de restauration partielle des panneaux peints du retable d'Issenheim, chef-d'œuvre absolu de ses collections, commandité par le précepteur de la commanderie des Antonins d'Issenheim et associant respectivement les talents de peintre et de sculpteur de Mathias Grünewald et de Nicolas de Haguenau (1490-1516).

Une polémique interrompt bientôt le chantier à la suite d'un article signé de Didier Rykner, directeur du site web spécialisé *La Tribune de l'Art*. Ses inquiétudes partagées par certains experts portent essentiellement non sur la qualité de la restauration et des intervenants, mais sur sa rapidité qui lui paraît peu compatible avec les égards dus à une œuvre aussi emblématique que sensible. À l'époque, les travaux avaient été confiés à deux restauratrices familières de l'œuvre, qui avaient allégé de leur vernis un panneau peint et la moitié d'un autre en l'espace de quelques jours, au lieu des semaines généralement requises pour ce type d'intervention.

Un important délai de réflexion a été mis à profit pour affiner la déontologie de restauration et mettre sur pied une nouvelle campagne de travaux à la fois globale et pluridisciplinaire, puisqu'elle va toucher aussi bien le mobilier que la sculpture et la peinture, et bien plus longue, car étalée sur environ quatre années, levant ainsi les inquiétudes suscitées sept ans auparavant.

Ce parti pris de restauration se révèle plus satisfaisant aussi car il contribuera *in fine* à l'homogénéité visuelle de l'œuvre magistrale. Pour la statuaire séculairement empoussiérée et présentant de multiples soulèvements, il

s'agira au préalable d'enrayer le processus de dégradation. Quant aux fameux panneaux peints, progressivement assombris par des vernis et certains repeints, ils devraient à terme retrouver une palette chromatique au plus proche de la vision lumineuse de Grünewald.

Sous la houlette scientifique du C2RMF (Centre de recherches et de restauration des musées de France), deux équipes d'une trentaine de conservateurs-restaurateurs au total ont été mises sur pied. Juliette Lévy est chargée de coordonner le chantier des sculptures, la coordination de la restauration des peintures a été confiée à Anthony Pontabry.

Plus complexe, plus fine et plus étalée dans le temps, la campagne de restauration débutée en 2018 sera évidemment plus coûteuse (coût annoncé : 650 000 € pour la restauration *stricto sensu* et jusqu'à 1,2 millions € en incluant d'autres prestations). L'État propriétaire de l'œuvre apportera sa contribution à hauteur de 200 000 €. Les travaux bénéficieront notamment des mécénats suivants : Crédit Agricole Alsace Vosges, Timken, AG2R, Weleda, Spie Est... sans compter la Fondation du Patrimoine (Délégation Alsace) qui se joint à l'opération par un apport de 100 000 €, auxquels s'ajoutent près de 20 000 € de collecte.

La Société Schongauer, administratrice du musée, mobilisera la générosité des donateurs privés par le biais d'une campagne de financement participatif recueillant les dons à partir de 10 €. Le public aura la possibilité d'assister aux différentes étapes de la restauration qui se déroulera en partie *in situ*, à l'abri d'une paroi de verre.

ÉTUDES DU BÂTI ET VALORISATION DU PATRIMOINE : UN IDÉAL EN DANGER ?

Par Jean-Jacques SCHWIEN

Un article à paraître dans nos prochains *Cahiers*, fin 2018, attire l'attention, une fois encore, sur des bâtiments patrimoniaux réhabilités sans étude scientifique préalable.



Façade principale de la maison 1 rue du Bouclier à Strasbourg (photo : J.-J. Schwien)

Le bâtiment en question est une très belle demeure du milieu du XVI^e siècle au 1 rue du Bouclier à Strasbourg. Sa transformation en hôtel en 2010 y a permis la découverte de peintures murales de qualité au cours des travaux. L'article de Mme Vuilleumard-Jenn analyse ces peintures en termes de programme décoratif dans un édifice acquis en 1570 par un notable, en partant des vestiges restaurés et de quelques éléments documentaires obtenus auprès de la personne ayant procédé à ces restaurations.

L'article en question ne pose aucun problème en soi, l'auteur étant une chercheuse reconnue, exposant sagement les données observables. Et notre Société lui sait gré d'avoir spontanément engagé l'étude de l'édifice et de son décor, apportant par là même un regard sur des éléments qui étaient encore inconnus, y compris de beaucoup des connaisseurs du Strasbourg ancien.

Ce qui est en cause, c'est le processus de restauration sans véritable accompagnement scientifique d'un bâtiment

ancien, situé dans le secteur sauvegardé aux confins de la Petite France. Le règlement de ce secteur sauvegardé, établi dès 1973, préconisait la conservation du lieu (code du plan avec larges hachures obliques noires). Le texte révisé en 2009 stipule que « ces mesures de conservation s'étendent aux éléments d'architecture intérieure tels que, notamment, escaliers, [...] cheminées [...] ainsi qu'aux décors peints ou sculptés [...]. Leur maintien en place et leur restauration doivent être assurés dans les mêmes conditions de soins et de respect de l'authenticité que les éléments extérieurs ».

Les divers vestiges ainsi protégés ne sont pas toujours immédiatement visibles dans l'état avant travaux. Mais depuis la réhabilitation de nombreux lieux, dont les plus emblématiques à Strasbourg sont l'ancienne imprimerie Istra et la droguerie du Serpent, on connaît le formidable potentiel de ces édifices anciens, ce qui donne tout son sens à l'esprit de la protection du secteur sauvegardé. Tous les travaux dans cet espace ne peuvent certes pas faire l'objet d'un suivi lourd, mais il nous semble que des édifices homogènes de la Renaissance qui sont transformés en profondeur, ce qui est le cas du 1 rue du Bouclier, auraient dû faire l'objet d'une étude d'archéologie du bâti conséquente.

Que pouvait-on en attendre ?

D'abord des éléments sur l'histoire ancienne du lieu. On sait aujourd'hui que beaucoup de constructions à la Renaissance et même encore en partie au XVIII^e siècle ont pratiqué un rhabillage plus ou moins important de maisons plus anciennes. Leur mise au jour, sous les plâtres, les faux-plafonds, les divers cloisonnements nécessite le plus souvent des trésors d'ingéniosité pour comprendre une organisation antérieure accessible seulement par bribes ; un regard superficiel en cours de travaux ne suffit pas. Pour la rue du Bouclier, nous ne saurons donc pas ce qui était conservé d'une histoire dont les textes permettent de remonter au moins jusqu'en 1350.

Ensuite, c'est l'édifice dans son état patrimonial principal qui est un enjeu. Dans notre cas, les peintures auraient dû faire l'objet de relevés précis dont la juxtaposition *in fine* aurait peut être livré les clés du programme iconographique et permis de les restaurer en conséquence. Or, ici, ces éléments paraissent avoir été restaurés au fur et à mesure, sans même toujours les photos constituant une documentation primaire minimaliste, et donc avec un grand risque d'erreur. Mais le décor n'est pas le seul enjeu. Une compréhension de l'organisation fonctionnelle du bâtiment, accessible au travers des études archéologiques des sols et élévations pour localiser et

distinguer les communs, espaces d'apparat, chambres, etc. aurait permis de contextualiser les éléments décoratifs à une autre échelle et avec plus de sûreté que ce que Mme Vuillemard-Jenn a pu réaliser. Bref, dans le cadre d'un espace protégé, la composante patrimoniale devrait servir de fil directeur initial dans le projet de restauration : l'expertise patrimoniale approfondie est ici aussi importante que celle de l'état sanitaire du bâtiment ou de la qualité de ses fondations. C'est ensuite seulement que devrait être réalisé ou tout au moins approfondi le programme d'aménagement tenant compte de la hiérarchie des éléments intéressant le patrimoine, dans la limite des conditions d'habitabilité du lieu.



Aquarelle d'Henri Solveen (1891-1956). Source : Archiwiki (http://www.archiwiki.org/Fichier:1_rue_du_Bouclier_Strasbourg_625_08.jpg)

Quel est le résultat ?

Nous avons aujourd'hui un édifice dont la volumétrie originelle est respectée et qui a adapté tant les intérieurs que les abords extérieurs aux nécessités du projet hôtelier tout comme aux normes de confort, de sécurité et de respect de l'environnement actuelles. Des éléments du décor peint intérieur ont été restaurés, le pignon extérieur ayant été agrémenté de fresques neuves, encadrant un cadran solaire d'origine.

Il n'y a en cela rien de répréhensible : le bâti ancien, pour continuer à vivre, doit s'adapter. La question est de savoir jusqu'à quel point. Or, on note que si les volumétries sont préservées, les intérieurs sont les parents pauvres de la

réflexion, avant tout du fait de leur méconnaissance liée à la rareté des études préalables. Et pourtant, on l'a vu avec le développement de l'archéologie préventive (des sous-sols), les études systématiques ne sont pas incompatibles avec le développement urbain. Dans le cas des bâtiments, leur mise en œuvre permettrait de conserver parfois des originaux, d'en adapter d'autres sans trahir l'esprit du lieu aux fonctionnalités requises, de détruire aussi mais en connaissance de cause et avec une conservation documentaire.

Ce laisser-aller global que nous observons nous semble être en contradiction avec l'usage social et économique que nous faisons de la notion de patrimoine. Cette maison peinte est évidemment un faire-valoir pour notre hôtelier. Le spécialiste sait aujourd'hui que sa valeur patrimoniale réelle a toutefois été singulièrement tronquée. Mais au-delà du cas individuel, c'est toute la politique touristique de nos villes qui tire un profit de l'énorme effort de préservation des volumes anciens, alors même que ce patrimoine s'érode de façon intrinsèque à grande échelle, par la destruction massive de sa substance cachée. Notre bâti ancien se transforme progressivement, mais sûrement et rapidement en coquilles à colombages ou façades peintes mais sans la substantifique moelle que constitue la structure interne de ces édifices. La grande question est ainsi celle du rapport à l'authenticité de notre discours sur le patrimoine bâti. L'architecte s'y retrouve peut-être, qui préserve des volumes, et qui parfois y trouve le support pour y imprimer sa propre créativité. Le propriétaire, qui doit faire face à des exigences de conservation des services de l'État qui lui semblent parfois indues ou insupportables financièrement, s'y retrouve aussi en termes de plus-value. La collectivité, qui peine souvent à concilier structures anciennes et nouveaux usages (voiture, sécurité incendie, etc.), profite pleinement au total de la déambulation touristique, allant de pair avec la fréquentation des restaurants, hôtels et autres commerces. Mais derrière tout cela, l'absence d'études sérieuses et, donc, de décisions conservatoires et de valorisation en rapport avec la qualité réelle des vestiges, produit un discours de façade dont il faudra bien un jour tirer les conséquences.

Où est le problème ?

Il n'est ni dans le corpus réglementaire ni dans la réflexion théorique sur les moyens et objectifs de la valorisation d'un patrimoine authentique. Il est avant tout dans la pénurie des personnels de l'État qui peinent à répondre à la masse des projets qui relèvent de leur compétence. Mais il est aussi dans la fuite en avant d'une société qui privilégie le profit immédiat et à tous les niveaux, celui de la production industrielle tout comme de l'investissement foncier, bâti ancien y compris. La plus-

value de l'argent qui circule n'est plus mise au profit de la collectivité mais accaparée par des détenteurs qui cherchent à en augmenter encore et tout de suite le volume par des mécanismes uniquement financiers. Le patrimoine en souffre, comme le reste de la société, parce que ces mécanismes sont destructeurs. Pour conserver un patrimoine authentique, il faut du temps, pour l'étude de terrain et la réflexion sur les programmes de valorisation, avec des mécanismes de répartition des charges *ad hoc* entre

collectivité et promoteurs, mécanismes qui existent en grande partie mais détournés au profit de leur seule valorisation financière. Pour finir, la situation nous paraît d'autant plus grave que le sommet de l'État adapte aujourd'hui les principes du libéralisme économique non pas seulement au domaine du flux touristique, mais aussi à celui de la gestion en amont du patrimoine, avec la mise en place d'un loto du même nom qui, dans les faits, court-circuite les services dédiés.



SI NOUS NOUS ENGAGEONS
EN CAS DE PROBLÈME

C'EST POUR QU'IL N'Y AIT
**AUCUN
PROBLÈME**

VINCI IMMOBILIER
4YOU

Pour habiter ou investir dans votre **logement neuf**

Découvrez les preuves de notre engagement sur
vinci-immobilier-4YOU.com

PUB !

Par Jean-Jacques SCHWIEN

Cette rubrique de notre Lettre d'information est ouverte à tous nos lecteurs et sympathisants : n'hésitez pas à nous envoyer vos perles.

Le télescopage entre l'actualité et les encarts publicitaires est parfois cruel. On en veut pour preuve cette publicité d'une filiale du promoteur du COS (ou Contournement Ouest de Strasbourg), paru dans les DNA le jour même où étaient tronçonnés les vieux chênes à Kolbsheim et Vendenheim, premier acte d'un nouveau bétonnage de nos terres agricoles et de la diminution d'autant de notre biodiversité. Tout ceci est fait pour nous (4-you) et nous éviter tout problème à l'avenir. Le bonheur contre notre gré.

À VOS AGENDAS

PROCHAINES SORTIES CULTURELLES

La Société pour la conservation des monuments historiques d'Alsace vous propose les sorties suivantes. Elles se déroulent sur une demi-journée ou une journée. Les moyens de déplacement sont adaptés aux besoins (voiture particulière, train ou car, plus rarement circuits pédestres). Elles sont toujours guidées par un spécialiste. Elles jont l'objet de l'envoi d'un programme et d'un bulletin d'inscription préalable. Pour les sorties en car et en train, l'inscription est obligatoire.

Dimanche 10 mars 2019 (journée ; en car)

Vallée de Sultzmatz.

L'ancien prieuré de Schwartzenthann, le clocher roman d'Osenbach et, sous la conduite de Marc Grodwohl, les traces fossiles de terroirs agricoles médiévaux et modernes sous forêt et autres vestiges de cette petite vallée vosgienne.

Samedi 27 avril 2019 (après-midi ; en voitures particulières)

Wasenbourg & Oberbronn.

Le château du XIII^e siècle et la commune voisine : à la découverte de deux éléments du patrimoine castral et seigneurial des Vosges du Nord.

Dimanche 19 mai 2019 (après-midi ; en voitures particulières)

Westhoffen.

Le lieu conserve un panorama architectural civil, religieux et militaire de grand intérêt avec l'enceinte médiévale, un chœur roman, la synagogue du XIX^e siècle, des maisons médiévales et modernes comme témoins de l'urbanisation d'une petite ville d'Alsace centrale.

Dimanche 7 juillet 2019 (journée ; en car)

Remiremont.

Une ville vosgienne née d'une ancienne abbaye royale, dont les vestiges marquent l'urbanisme de la cité, reflet de l'art du Moyen Âge et du XVIII^e siècle.

PROCHAINES CONFÉRENCES

Les conférences sont organisées en collaboration avec l'Université de Strasbourg et la Région Grand Est. Elles ont lieu le jeudi (sauf indication contraire), de 18h30 à 20h, à la Maison de la Région Grand Est, 1 place Adrien Zeller à Strasbourg (Tram B et E, arrêt Wacken). Entrée libre. Des précisions (date, lieu, résumé) peuvent être obtenues sur le site internet de la Société.

22 novembre 2018

Monuments historiques, mode d'emploi.

Par Daniel GAYMARD (ancien architecte en chef des Monuments historiques)

13 décembre 2018

La restauration dans tous ses états.

Par Jacques BRISWALTER (restaurateur d'art indépendant)

24 janvier 2019

La danse comme maladie : Strasbourg 1518.

Elisabeth CLEMENTZ (Université de Strasbourg)

28 février 2019

Les débuts des châteaux forts en Alsace (jusqu'en 1200).

Bernhard METZ (archiviste retraité)

28 mars 2019

Actualités de l'archéologie en Bade : l'urbanisation de Fribourg au XII^e siècle.

Dr. Bertram JENISCH (*Landesamt für Denkmalpflege im Regierungspräsidium Stuttgart, Dienstsitz Freiburg*)

SALON DU LIVRE DE COLMAR 2018

La 61^e livraison des *Cahiers alsaciens d'archéologie, d'art et d'histoire (CAAH)*, votre revue de référence dans le domaine de l'archéologie, de l'histoire de l'art et de l'histoire de l'architecture en Alsace, devrait être prête pour le Salon du Livre de Colmar, qui se tiendra au Parc des Expositions les 24 et 25 novembre 2018. Nous y serons !



BULLETIN D'ADHESION / REJOIGNEZ-NOUS !

À renvoyer à la SCMHA,
2 place du Château, 67000 Strasbourg, accompagné du règlement par chèque bancaire.

M./M^{me}/M^{lle}

Adresse

Téléphone / Courriel

Souhaite(nt) adhérer à la SCMHA pour une cotisation de €.

Date

Signature

Membre titulaire	35 €	Couple titulaire	45 €
Membre bienfaiteur	55 €	Couple bienfaiteur	66 €
Membre étudiant	20 €	Couple étudiant	30 €

Votre adhésion vous donne droit aux *Cahiers alsaciens d'archéologie, d'art et d'histoire* de l'année courante, à l'entrée aux conférences, à l'accès gratuit aux Musées de la Ville de Strasbourg et à la participation aux sorties. Un reçu fiscal est établi pour les dons.



Société pour la conservation des monuments historiques d'Alsace

- SCMHA -

Palais Rohan, 2 place du Château,
67000 Strasbourg
03 88 35 94 62 - scmha@orange.fr - www.scmha.alsace
Horaires du secrétariat : 1^{er} et 3^e mercredi du mois, de 14h à 17h
(sauf en juillet et en août)

Les opinions exprimées dans les articles de la *Lettre d'information* n'engagent que leur auteur.